ONU : La Commission de consolidation de la paix salue les progrès au Burundi

@rib News,Â 21/04/201121/04/11

AssemblÃ©e gÃ©nÃ©raleCCP/80 DÃ©partement de lâ€™information â€¢ Service des informations et des accrÃ©ditations â€¢ Commission de consolidation de la paix CinquiÃ¨me session Formation BurundiÂ sÃ©ance â€“ matin
LA CCP SALUE LES PROGRÃˆS ACCOMPLIS PAR LE BURUNDI OÃ™ LE DÃ‰FI LE PLUS URGENTDEMEURE LA RÃ‰INTÃ‰GRATION DURABLE DES PERSONNES AFFECTÃ‰ES PAR LE CONFLIT
La Commission de consolidation de la paix (CCP) a saluÃ©, ce matin, les progrÃ¨s accomplis au Burundi depuis lâ€™achÃ¨vement du quatriÃ¨me examen du Cadre stratÃ©gique de consolidation de la paix (CSCP) en mars 2010. Â Elle a donc accueilli avec satisfaction le cinquiÃ¨me et dernier rapport sur la mise en Å“uvre du CSCP, arrÃªtÃ© en 2007.Â Le Ministre burundais des relations extÃ©rieures et de la coopÃ©ration internationale a fait part des dÃ©fis qui restent Ã relever dont le plus urgent est la rÃ©intÃ©gration durable des populations affectÃ©es par le conflit.
Dans ses Â« conclusions du cinquiÃ¨me examen de la mise en Å“uvre du CSCP au BurundiÂ Â» qui prÃ©cise les domaines dans lesquels la Commission continuera de fournir un appui au Gouvernement du Burundi*, la tenue des Ã©lections de 2010 et le fonctionnement des institutions Ã©lues sont saluÃ©s. La Commission salue aussi les contrats de performance signÃ©s par les membres du Gouvernement, la politique de tolÃ©rance zÃ©ro Ã lâ€™Ã©gard de la corruption, la nomination de lâ€™Ombudsman, lâ€™adoption de la loi portant crÃ©ation de la Commission nationale indÃ©pendante des droits de lâ€™hom rapport sur les mÃ©canismes de justice transitionnelle, la mise en place de lâ€™Office burundais des recettes, les progrÃ¨s dans le dÃ©sarmement de la population civile et la reprÃ©sentation des femmes au Parlement, au SÃ©nat et dans le Cabinet. Â Â
MalgrÃ© toutes ces rÃ©alisations, a tempÃ©rÃ© le Ministre des relations extÃ©rieures et de la coopÃ©ration internationale du Burundi, la rÃ©intÃ©gration durable des populations affectÃ©es par le conflit est le dÃ©fi le plus urgent.Â M.Â Augustin Nsanze prÃ©cisÃ© que son gouvernement venait de soumettre au Bureau dâ€™appui de la CCP un programme nÃ©cessitant 24 millior de dollars, extrait du plan dâ€™action national de rÃ©intÃ©gration dont le coÃ»t total est Ã©valuÃ© Ã plus de 250Â millions de dollars.Â Â Â
Le financement promis par le Fonds de consolidation de la paix est le bienvenu, a-t-il reconnu, mais il devra encore Ãªtre complÃ©tÃ© par dâ€™autres efforts afin de satisfaire tous les besoins de la rÃ©intÃ©gration socioÃ©conomique des personnes affectÃ©es par le conflit.Â Ã€ cette fin, le Ministre a appelÃ© la CCP Ã jouer un grand rÃ´le dans la mobilisation des ressources ainsi que dans la promotion de partenariats novateurs dont la coopÃ©ration sud-sud.
La stabilisation des institutions, le soutien de la communautÃ© internationale et les leÃ§ons apprises des projets antÃ©rieurs sont, selon le Ministre, autant dâ€™atouts qui guideront la planification dâ€™autres programmes de rÃ©intÃ©gration dans le ca Cadre stratÃ©gique de croissance et de lutte contre la pauvretÃ© de deuxiÃ¨me gÃ©nÃ©ration (CSLP-2) en cours dâ€™Ã©labo
Le PrÃ©sident de la Â«Â Configuration BurundiÂ Â» de la CCP, M.Â Paul Seger de la Suisse, a souhaitÃ© que le Fonds de consolidation de la paix soit aussi gÃ©nÃ©reux que possible.Â Il a prÃ©sentÃ© les responsabilitÃ©s respectives du Burundi et la CCP sâ€™agissant de la consolidation de la culture de dÃ©mocratie et du dialogue; de la bonne gouvernance, des droits de lâ€™homme et de lâ€™Ã©tat de droit; de la rÃ©duction de la pauvretÃ© et de la rÃ©intÃ©gration socioÃ©conomique des group vulnÃ©rables; et de lâ€™intÃ©gration rÃ©gionale.Â
Lâ€™EnvoyÃ©e spÃ©ciale du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies et Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi (BU MmeÂ Karin Landgren, a parlÃ© du renforcement des institutions nationales, Â«Â lit de la dÃ©mocratie, du dialogue politique, de la justice et de la bonne gouvernanceÂ Â».Â Elle a exprimÃ© la disposition de son Bureau Ã travailler avec la famille des Nations Unies, la CCP et la sociÃ©tÃ© civile, en particulier, dans les domaines particuliers du dialogue politique, de la mise en place dâ€™institutions nationales indÃ©pendantes, de la justice transitionnelle, de la gouvernance et de la coordination des fonds et programmes de lâ€™ONU.
Ã€ lâ€™instar des reprÃ©sentants de la Chine et du Japon, celui de la France a saluÃ© les Ã©volutions positives au Burundi ap les orientations fixÃ©es par le Chef de lâ€™Ã‰tat au lendemain des Ã©lections de 2010.Â Il sâ€™est nÃ©anmoins inquiÃ©tÃ© multiplication des attaques perpÃ©trÃ©es par des groupes armÃ©s, des exÃ©cutions extrajudiciaires et de la persistance des restrictions aux libertÃ©s civiques.Â Les reprÃ©sentants de lâ€™Espagne, de lâ€™Allemagne, du Pays Bas, de la Belgique on souhaitÃ© un dialogue politique rÃ©el, le renforcement de la lutte contre lâ€™impunitÃ© et la conclusion rapide du CSLP-2.
Si les objectifs sont clairs, les rÃ©sultats sont souvent difficiles Ã percevoir, a rÃ©pondu le Ministre du Burundi Ã des remarques relayÃ©es par les reprÃ©sentants des Ã‰tats-Unis et du Royaume-Uni.Â Leurs reprÃ©sentants deÂ lâ€™Ougand lâ€™Afrique du Sud et du Kenya, ont fait observer que malgrÃ© ces dÃ©fis, le Burundi Ã©tait un grand succÃ¨s et un brillant exemple Ã mettre au crÃ©dit de la communautÃ© internationale. Â Le Ministre du Burundi a assurÃ© des efforts de son pays e matiÃ¨re dâ€™intÃ©gration rÃ©gionale et de mise en Å“uvre des dispositions du TraitÃ© de la CommunautÃ© dâ€™Afrique de Lâ€™intÃ©gration rÃ©gionale sera au cÅ“ur du travail de la Â«Â Configuration BurundiÂ Â», a assurÃ© le reprÃ©sentant du Bu dâ€™appui Ã la consolidation de la paix, en ajoutant Ã lâ€™agenda, la bonne gouvernance, la justice transitionnelle et la rÃ©intÃ©gration des populations affectÃ©es par le conflit.Â Â Â Â Â Â Â
Câ€™est le 30 juillet 2007, que la Â«Â Configuration BurundiÂ Â» a adoptÃ© le Cadre stratÃ©gique pour la consolidation de la p au Burundi** qui met lâ€™accent sur la bonne gouvernance; lâ€™Accord global de cessez-le-feu entre le Gouvernement du Burundi et le Parti pour la libÃ©ration du peuple hutu-Forces nationales de libÃ©ration (PALIPEHUTU-FNL); le secteur de la sÃ©curitÃ©; la justice, la promotion des droits de lâ€™homme et la lutte contre lâ€™impunitÃ©; la question fonciÃ¨re et le relÃ¨ socioÃ©conomique; la mobilisation et la coordination de lâ€™aide internationale; la dimension sous-rÃ©gionale; et la dimension

Ã©galitÃ© des sexes.Â
La Commission de consolidation de la paix (CCP), organe consultatif intergouvernemental de lâ€™ONU qui appuie les efforts de paix dans les pays sortant dâ€™un conflit, est un ajout crucial Ã la capacitÃ© de la communautÃ© internationale dans le vas agenda de la paix.Â
La prochaine rÃ©union de la Commission sera annoncÃ©e dans le Journal des Nations Unies.
*PBC/5/BDI/L.1**PBC/1/BDI/4.
*Â Â ***Â Â *Ã€ lâ€™intention des organes dâ€™information â€¢ Document non officiel